

CONVERGENCE DES POLITIQUES ÉNERGÉTIQUE ET MILITAIRE

Les ombres du rapport Cheney



Dès son arrivée à la Maison-Blanche, le vice président Cheney a mis en place un groupe de travail sur la politique énergétique des Etats-Unis : comment approvisionner l'économie alors que ses besoins augmentent au moment où les réserves mondiales deviennent de plus en plus rares et difficiles à exploiter ? En déployant des troupes dans les zones pétrolières. Mais l'armée des Etats-Unis étant elle-même le plus grand consommateur mondial d'énergie, son déploiement fait naître de nouveaux besoins. Première cible choisie par le groupe Cheney, selon des documents nouvellement déclassifiés : le pétrole irakien.

page 2

« Nous sommes
tous
Sarkozyens ! »

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Jean-Marie Colombani interprète la débâcle de l'UMP aux élections régionales françaises de ce week-end comme une sanction de la politique internationale de Jacques Chirac. Le président de la République a mené une politique incohérente de rupture atlantique et de refus de la construction européenne que les électeurs rejettent. Pour le directeur du *Monde*, la victoire de la gauche doit porter Nicolas Sarkozy à Matignon.

page 9

REPÈRE : 31 MARS 1997

Le droit des marques contre la liberté d'expression

Le 27 mars 1997, les adeptes de la secte technobranchée *Heaven's Gate* se suicident collectivement. La presse publie une photo des corps allongés sur leurs lits, tous portant des baskets NIKE noires flambant neuves. La toute jeune communauté du Net se passionne pour les faits. Le site de la secte est submergé de visites et NIKE n'apprécie pas du tout la publicité indirecte qui lui est faite. Quand un étudiant de New York affiche la photo sur sa *homepage*, la société voit rouge. Ne pouvant attaquer le site directement - il est protégé par le Premier Amendement de la Constitution - NIKE contacte l'hébergeur du site et invoque une violation du droit des marques au motif que son logo est visible sur la photo. Celui-ci s'exécute sans broncher le 31 mars, soulevant une vague d'indignation chez les internautes qui fera finalement reculer NIKE. Mais le droit des marques est depuis régulièrement invoqué pour restreindre la liberté d'expression. En France, en 2001, ce sera le cas du site *Je boycotte Danone*. ■



LE DÉPARTEMENT DE SÉCURITÉ DE LA PATRIE NE NÉGLIGE AUCUNE ALERTE

Le département de la Sécurité de la patrie (DoHS) et l'Agence de sécurité des transports (TSA) ont annulé vendredi le vol 1304 d'American Airlines et procédé à une fouille minutieuse de l'appareil. Les passagers du Miami-Dallas ont été acheminés par un vol ultérieur. Les forces de l'ordre n'ont pas trouvé la bombe qu'ils recherchaient. L'administrateur local, Doug Perkins, a indiqué que les autorités avaient été alertées par un voyant extra-lucide : « *C'est inhabituel, mais en ce moment, nous ne pouvons rien ignorer. Nous voulons prendre les mesures appropriées* ». ■

Convergence des politiques énergétique et militaire

Les ombres du rapport Cheney

Dès son arrivée à la Maison-Blanche, le vice président Cheney a mis en place un groupe de travail sur la politique énergétique des Etats-Unis : comment approvisionner l'économie alors que ses besoins augmentent au moment où les réserves mondiales deviennent de plus en plus rares et difficiles à exploiter ? En déployant des troupes dans les zones pétrolières. Mais l'armée des Etats-Unis étant elle-même le plus grand consommateur mondial d'énergie, son déploiement fait naître de nouveaux besoins. Première cible choisie par le groupe Cheney, selon des documents nouvellement déclassifiés : le pétrole irakien.



Le 29 janvier 2001, George W. Bush, à peine installé dans ses nouvelles fonctions, crée le Groupe de développement de la politique énergétique nationale (National Energy Policy Development Group, NEPDG). Il est composé de hauts membres de l'administration et dirigé par le vice-président Dick Cheney, ancien PDG d'Halliburton, n°1 mondial de l'équipement pétrolier. Ce groupe se réunit à huis clos dans des conditions extrêmes de secret. En définitive, il publie un rapport tissé de banalités. Malgré la législation sur la transparence des décisions publiques, il refusera par la suite de révéler le contenu réel de ses travaux et l'identité des personnes auditionnées. Quoi qu'il en soit, il semble que la priorité de la nouvelle administration n'était pas la « guerre au terrorisme », mais l'indépendance énergétique du pays, voire pire encore, comme le soupçonneront les victimes de l'affaire Enron, la satisfaction de certains intérêts énergétiques privés.

Un groupe de travail secret

Intitulé *Une énergie fiable, peu coûteuse et respectueuse de l'environnement pour l'Amérique du futur*, le rapport final au président du NEPDG tient plus de la langue de bois que de l'analyse stratégique. Il n'aurait probablement suscité que des moqueries s'il n'avait été publié en plein scandale Enron alors même que les dirigeants de la firme en faillite avaient participé aux travaux du NEPDG. Dès lors, beaucoup se sont interrogé sur les activités réelles de ce groupe de travail et, de fil en aiguille, la question s'est élargie : la « *Cheney Energy Task Force* » a-t-elle planifié d'inavouables magouilles aux États-Unis et des guerres pétrolières à l'étranger ? [1]. Le General Accounting Office (GAO), organe chargé de mener des enquêtes pour le Congrès, demande alors communication des pièces relatives aux personnes auditionnées, aux sujets abordés, et au coût des travaux. La Maison-Blanche refusant d'obtempérer, une plainte est déposée auprès de la cour fédérale, mais elle sera rejetée après les attentats du 11 septembre 2001 et le GAO ne fera pas appel.

Plus tenace, le groupe d'intérêt public conservateur

Judicial Watch engage et poursuit une action similaire contre la Cheney Energy Task Force pour infraction à la loi sur les réunions publiques (Federal Advisory Committee Act) et à la loi sur la liberté de l'information (FOIA, Freedom of Information Act). Il est rejoint quelques mois plus tard par le groupe de défense de l'environnement Sierra Club en qualité de co-plaignant. Les deux associations soupçonnent que l'influence de sociétés privées, dont Enron, dans l'élaboration du rapport, ait conduit le groupe à préconiser des mesures favorisant des intérêts privés.



Ces efforts ont fini par aboutir, en juillet 2003. La Cour a enjoint le département du Commerce de livrer des documents utilisés par la Cheney Energy Task Force [2]. Y figurent des cartes des gisements pétroliers de l'Irak, des Émirats Arabes Unis et de l'Arabie Saoudite, ainsi que des tableaux énumérant les entreprises étrangères ayant conclu des contrats réels ou des accords de principe pour l'exploitation pétrolière en Irak. Ils confirment d'une part que le rapport de la NEPDG ne couvrait pas l'intégralité des travaux du groupe, et d'autre part que bien avant les attentats du World Trade Center en septembre 2001 et la « *guerre au terrorisme* », la question du changement de régime en Irak était bel et bien à l'ordre du jour. Pour obtenir plus de documents et davantage d'informations, les plaignants ont saisi la Cour suprême. Malheureusement l'affaire piétine. Les plaignants demandent en vain le dessaisissement du juge Antonin Scalia dont ils mettent en cause l'impartialité. Le magistrat voyage en effet sur Air Force Two, le jet de fonction de Dick Cheney, et passe un agréable week-end à chasser le canard avec le vice-président [3].

Un contexte de crise énergétique

Pour comprendre en quoi le rapport NEPD constituait un paravent à la véritable stratégie États-unienne en matière d'énergie, qui passe par la domination

militaire globale, penchons-nous sur le contexte qui a donné naissance à ce groupe de travail si particulier.

Les années 2000 et 2001 furent pour les États-Unis synonymes de mini crise énergétique. Le prix du baril avait plus que doublé, des pénuries locales de pétrole et de gaz naturel s'étaient faites sentir dans plusieurs endroits du pays et les Californiens avaient enduré des coupures d'électricité sporadiques. Fait symbolique, mais tout aussi important, le pays importait dorénavant plus de 50% du pétrole qu'il consommait, ce qui déclencha un véritable choc psychologique parmi les élites politico-économiques. Secrétaire d'État à l'énergie durant les deux dernières années de l'administration Clinton, Bill Richardson entreprend alors un gros travail pour dresser l'état des lieux énergétique du pays. Pour ce faire, il organise notamment au mois de février 2000 une tournée de tous les pays membres de l'OPEP à l'exception de l'Irak, l'Iran et la Libye.



Matt Simmons

Matt Simmons, conseiller auprès du **Council on Foreign Relations**, analyste, gérant d'un fonds d'investissement dans le domaine de l'énergie basé à Houston et réputé pour son franc-parler (lorsqu'on conseille des investisseurs dans le domaine de l'énergie, les mensonges coûtent cher), se remémore dans une interview son contact avec une assistante de Richardson juste avant cette tournée [4] :

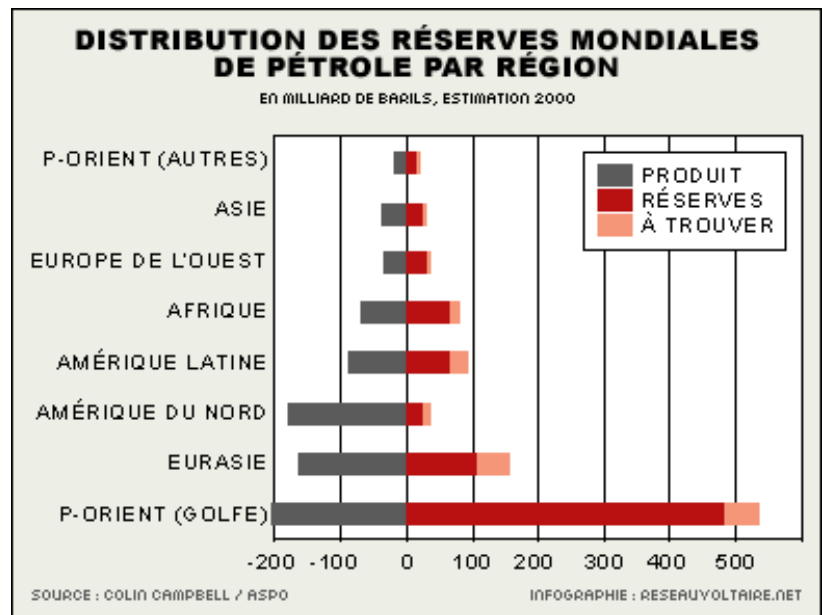
« Lorsque j'ai lu qu'ils allaient se rendre dans tous les pays de l'OPEP, j'ai envoyé un e-mail à cette personne, lui disant : " Vous savez, pendant que vous y êtes, si j'étais dans vos baskets, les baskets du secrétaire Richardson, ce que j'essaierais vraiment de savoir c'est l'étendue de la capacité de production supplémentaire dont ils disposent, car il est inutile d'inciter ces pays à produire plus s'ils n'en ont pas la possibilité ". Après leur voyage, j'ai reçu un appel de l'assistante : " Punaise, nom d'un chien, " elle utilisait en fait un langage un peu différent, mais disait " C'est tout simplement terrible. Il n'en reste pratiquement nulle part. " Nous eûmes ensuite une conversation très austère pendant une demi-heure. J'allai à une réception ce soir-là et je vis l'un de mes bons amis, cousin de celui qui était à l'époque le gouverneur Bush. Je le pris à part et je lui expliquai " Écoute, je viens d'avoir une conversation très intéressante avec quelqu'un qui vient de se rendre dans tous les pays de l'OPEP à l'exception de l'Irak, l'Iran et la Libye. Tu sais quelle est la conclusion ? Nous allons probablement connaître une crise énergétique, et crois-moi, j'espère que quelqu'un travaille là-dessus à Austin, car c'est vraiment quelque chose que ton cousin..., et ce qui m'inquiéterait vraiment ce serait que..., aucune grande compagnie n'a conscience de ces problèmes. S'ils croient vraiment qu'on va avoir..., que ce ne sont que des problèmes temporaires. " et je me rappelle l'avoir entendu dire " Eh bien je vais... Je ne suis pas sûr de ce qu'on a prévu pour ça, " car c'était un problème dont personne ne se souciait au printemps 2000. »

Matt Simmons servira de caution technique aux discours de campagne de George Bush consacrés à l'énergie. Plus tard, après les élections et,

ironiquement, une coupure de courant sans précédent en Californie la veille de l'installation de Bush à la Maison-Blanche, il sera régulièrement consulté par le NEPD. Il donnera son avis sur l'importance des sujets mis en avant par les nombreux lobbyistes qui voulaient participer et influencer le groupe. Lui-même ne participait pas aux travaux car, dit-il, son travail était fait.

Le rapport à double fond

À la lecture du rapport public de la NEPD, connu sous le nom de National Energy Policy ou « *Rapport Cheney* » [5], on note un contraste significatif avec le discours alarmiste de Matt Simmons. Le rapport commence par faire l'état des lieux de l'approvisionnement énergétique des États-Unis et formule des recommandations qui, en théorie, visent à réduire la dépendance du pays vis-à-vis des principaux États fournisseurs. Les sept premiers chapitres insistent sur l'importance de la conservation de l'énergie, de l'efficacité et du développement des énergies renouvelables. Prises au pied de la lettre, ces recommandations impliquent donc un revirement total par rapport à la politique existante, qui tend nettement à accroître la consommation des énergies non renouvelables et la dépendance vis-à-vis des principaux pays fournisseurs de pétrole. Théoriquement, les conséquences pour l'économie états-unienne d'une mise en application de ces recommandations seraient donc sans précédent, impliquant une restructuration profonde de l'économie et du mode de vie états-unien, qui absorbent plus du quart de la production pétrolière mondiale.



La réalité est, bien entendu, qu'aucune mesure proposée dans la première partie du rapport ne permet de réduire la dépendance vis-à-vis de l'importation, si ce n'est peut-être l'ouverture de l'Arctic National Wildlife Refuge (ANWR) dans le Nord de l'Alaska à l'exploration et à la production, avec de graves répercussions sur l'environnement et des perspectives de production somme toute modestes. Prenons aussi l'exemple de l'éthanol, ou carburant végétal : en apparence écologique et économique, ce procédé est en fait très gourmand en énergie fossile ne serait-ce que par l'utilisation des machines agricoles, engrais et pesticides nécessaires aux cultures, puis leur transformation en carburant. Le nucléaire y est également mis en avant comme source d'électricité étant amenée

à se développer, mais il ne représente qu'une faible partie de la production énergétique des États-Unis et des investissements considérables seraient donc nécessaires pour le développer. Or aucune mesure de cette ampleur n'a été mise en œuvre ces dernières années. Avec le recul, on constate même que le seul véritable projet amorcé a été celui de « *l'économie de l'hydrogène* », vaste fumisterie qui d'un point de vue scientifique n'est aucunement en mesure de résoudre les problèmes d'approvisionnement énergétique, l'hydrogène étant un vecteur d'énergie et non pas une source. Comme le souligne Michael Klare [6], qui enseigne sur les questions de paix et de sécurité mondiale au Hampshire College, seul le dernier chapitre, qui contient le tiers des recommandations, apporte des éléments concrets sur la manière, non pas de réduire la dépendance vis-à-vis des sources étrangères, mais bien d'assurer l'approvisionnement croissant en provenance de ces sources. Le huitième chapitre, intitulé « *Strengthening global alliances* » (« Renforcer les alliances globales »), insiste donc plutôt sur la nécessité de lever les obstacles stratégiques, politiques et économiques à l'accès aux ressources pétrolières et gazières afin d'assurer les 7,5 millions de barils par jour supplémentaires que le pays consommera d'ici à 2020, soit l'équivalent de la consommation actuelle totale de la Chine et de l'Inde. Les pays susceptibles de jouer ce rôle étant pour la plupart sujets à une grande instabilité politique et sociale, la sécurité de l'approvisionnement exige implicitement un déploiement croissant des troupes U.S.

La solution véritablement envisagée est militaire...

Le rapport constate la dépendance croissante vis-à-vis du pétrole proche-oriental et formule ce type de recommandation très générale : « *Le NEPDG recommande que le président encourage les initiatives de la part de l'Arabie Saoudite, le Koweït, l'Algérie, le Qatar, les Émirats Arabes Unis et les autres fournisseurs visant à ouvrir leurs secteurs énergétiques aux investissements étrangers* » ou encore « (...) travailler pour améliorer le dialogue entre les pays producteurs et les pays consommateurs. »

Les importations de pétrole en provenance du Proche-Orient ne constituent pour l'instant que 18% de la consommation nationale états-unienne, mais ce chiffre va augmenter rapidement compte tenu de la baisse de production rapide dans la plupart des autres régions du monde, dont les États-Unis depuis 1970. L'intérêt stratégique de la région est d'autant plus important que l'Asie et l'Europe de l'Ouest dépendent énormément de la région pour leur propre approvisionnement.

Curieusement, le cas des pays ayant des réserves significatives mais tombant sous le coup de sanctions économiques fait l'objet d'un chapitre très court et particulièrement ambigu [7], qui préconise de revoir le régime de sanctions en tenant compte de la sécurité énergétique.

Au vu des documents supplémentaires obtenus par Judicial Watch, on est en droit de se demander de quelle manière le problème des sanctions pesant sur l'Irak a été traité par la Cheney Energy Task Force. En effet, la levée de l'embargo sur l'Irak imposé par l'ONU impliquait la mise en œuvre des contrats et accords gelés par les sanctions, au détriment des compagnies états-uniennes qui avaient été écartées des négociations par le régime de Saddam Hussein. L'intervention militaire restait donc la seule option possible pour

accéder aux deuxièmes réserves mondiales de brut, avec de faibles coûts de production sans équivalent ailleurs dans le monde. Comme en témoigne l'instabilité croissante en Arabie Saoudite, seul autre pays capable d'augmenter significativement sa production pour répondre à la demande mondiale, la présence accrue de troupes dans la région est une nécessité stratégique pour les États-Unis. On ne s'étonnera donc pas de voir naître des projets de bases permanentes en Irak [8], malgré les déclarations qui laissent entendre que la présence militaire de la Coalition y est temporaire.

Pour prendre un autre exemple, celui de l'Afrique de l'Ouest, le rapport souligne le potentiel important d'États comme le Nigeria et l'Angola en termes d'augmentation de la production, suggérant également de resserrer les liens diplomatiques et commerciaux avec eux. Or ce sont précisément deux pays qui connaissent de graves troubles internes, comme l'attestent les violences ethniques du printemps 2003 dans la région du Delta au Nigeria, où se situent la plupart des gisements terrestres. Faute de pouvoir y déployer des troupes sans soulever l'indignation de la communauté mondiale, les États-Unis augmentent régulièrement leur aide financière aux régimes amis dans cette région.

Arrivée au pouvoir à une période décisive pour l'avenir énergétique des États-Unis, alors qu'une dérégulation chaotique du secteur menaçait le pays de sombrer dans l'obscurité et que les importations de pétrole grimpaient en flèche, l'administration Bush a donné en pâture au public un rapport creux, dénué de réelles solutions pour remédier à la dépendance du pays vis-à-vis de ses principaux fournisseurs en pétrole. Pendant ce temps, la Cheney Energy Task Force étudiait secrètement les gisements et contrats pétroliers de l'Irak, en attendant d'avoir une justification pour envahir le pays et déployer des forces armées partout où la production de pétrole se concentrera dans les décennies à venir.

La Maison-Blanche a coutume d'affirmer que les terroristes en veulent à l'American way of life. C'est l'inverse qui est vrai : la préservation de leur mode de vie, excessivement consommateur d'énergie, contraint les États-Unis à un déploiement militaire tous azimuts sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Et ce phénomène s'auto-alimente, car l'armée états-unienne est elle-même le plus grand consommateur mondial d'énergie.

Arthur Lepic

[1] Voir à ce sujet notre article *Odeurs de pétrole à la Maison-Blanche*, RéseauVoltaire.net, 14 décembre 2001.

[2] Ces documents sont disponibles en ligne sur http://www.judicialwatch.org/071703.c_.shtml

[3] « Scalia explains decision to hear Cheney case », International Herald Tribune, 20 mars 2004

[4] Interview de Matt Simmons, Février 2003, www.Globalpublicmedia.org

[5] Le rapport peut être téléchargé à partir de <http://www.whitehouse.gov/energy/>

[6] Cf. *The Bush/Cheney energy strategy : implications for U.S. foreign and military policy*, mai 2003.

[7] *National Energy Policy, Chapitre 8, p.132*

[8] Voir *14 bases permanentes sont à l'étude en Irak*, reseauvoltaire.net, 24 mars 2004, et lire *Les confessions du général Garner*, reseauvoltaire.net, 25 mars 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

« Nous sommes tous Sarkozyens ! »

Analyse

La commission d'enquête sur le 11 septembre qui mène actuellement des auditions aux États-Unis pose le même type de problème à l'administration Bush que la commission Hutton en avait posé au gouvernement Blair au Royaume-Uni : bien qu'elle ait été conçue de façon à rendre un jugement conforme aux attentes du pouvoir en place, les témoignages provoquent un débat embarrassant. Les auditions font en effet apparaître des contradictions frappantes dans la version officielle, difficiles à justifier.

Cette situation provoque une réaction défensive chez certains faucons souhaitant que les États-Unis poursuivent leur politique impériale en s'appuyant sur le 11 septembre. Ainsi, Edward N. Luttwak défend dans le *Daily Telegraph* la politique antiterroriste de George W. Bush. Ce ne sont pas les dirigeants politiques qui ont passivement laissé Al Qaïda se développer, mais les responsables militaires qui, hésitant à envoyer les forces spéciales contre les camps d'entraînement en Afghanistan, ont permis au groupe de Ben Laden d'atteindre une taille critique.

D'autres partisans de l'empire préfèrent faire diversion avec les menaces qui planeraient sur les États-Unis plutôt que de défendre directement la politique de George W. Bush. L'ancien agent de la CIA, Milt Bearden, dont les affectations successives semblent suivre la carrière d'Oussama Ben Laden, affirme dans l'*International Herald Tribune* qu'Al Qaïda, même décapitée et affaiblie par la mort ou l'arrestation de la quasi-totalité de ses dirigeants supposés, reste une menace car elle est moins une organisation pyramidale, comme tant d'experts se sont efforcés de nous en convaincre, qu'une idéologie, comparable au communisme. Peu importe donc les arrestations de dirigeants, nous devons accepter que la politique étrangère actuelle des États-Unis se poursuive tant que cette idéologie n'aura pas été vaincue. Mais si l'on admet qu'Al Qaïda est une

idéologie, en quoi des opérations militaires pourraient la réfuter et quand la guerre au terrorisme prendra-t-elle fin ?

Pour Franck J. Gaffney, la lutte contre Al Qaïda est importante, mais si l'administration Bush ne s'en était pas préoccupée jusqu'au 11 septembre, c'est parce qu'elle s'était concentré sur une autre menace bien plus grande encore : la Chine communiste ! Il affirme aux lecteurs du *Washington Times* que la Chine mène une politique agressive contre les États-Unis. Aussi, peu importe ce que peut soulever la Commission sur le 11 septembre, mieux vaut se concentrer sur l'étude de la menace chinoise.

La Guerre d'Irak ayant elle aussi de moins en moins de partisans, ses défenseurs de la première heure doivent revenir à la charge pour légitimer l'invasion. Bien sûr, les arguments divergent quelque peu selon le camp auquel appartient l'avocat de la guerre et le public auquel il s'adresse. L'ancien secrétaire d'État de Ronald Reagan, George Shultz, dans un discours prononcé dans la bibliothèque du Congrès et reproduit par le *Wall Street Journal*, reprend les grandes lignes de l'argumentaire « conservateur » en faveur de la guerre : l'Irak de Saddam Hussein risquait de développer à terme des armes de destruction massive et de les donner à des terroristes. Les États-Unis devaient se défendre en attaquant les premiers sous peine de se voir frappés à nouveau ou de voir la région entière déstabilisée. De son côté, la députée britannique du *New Labour*, Ann Clwyd, de retour d'Irak où elle était la représentante de Tony Blair pour les Droits de l'homme, rappelle la justification « progressiste » de la guerre aux lecteurs du *Guardian* : renverser Saddam Hussein était un devoir moral compte tenu des crimes commis par celui-ci contre son peuple. Cette invasion pose les bases d'un nouvel ordre mondial qui serait enfin soucieux des Droits de l'homme. Ces deux argumentations ont un point commun : la Coalition a tout fait pour que cette opération reste dans le cadre du droit international, mais la France a empêché que cette guerre nécessaire se fasse dans le cadre de l'ONU.

Cette opposition de la France à la politique impériale est la raison la plus surprenante fournie par Jean-Marie Colombani dans *Le Monde* pour expliquer la débâcle de l'UMP aux élections régionales françaises de ce week-end. Jacques Chirac a mené une politique incohérente d'opposition aux États-Unis et de refus de la construction européenne et c'est pour cela que les électeurs l'ont sanctionné. Le gouvernement Raffarin a certes fait preuve de populisme et de clientélisme, mais il s'est efforcé de mener à bien la réforme des retraites. Le vrai homme à abattre, c'est Jacques Chirac. Pour le directeur du *Monde*, la victoire de la gauche doit se traduire par la nomination à Matignon du nouveau favori du « *quotidien de référence français* », Nicolas Sarkozy. « *Nous sommes tous Sarkoziens !* » remplace donc le célèbre « *Nous sommes tous Américains !* » de l'après 11 septembre. Rappelons que le quotidien atlantiste fait preuve de persévérance : à l'élection présidentielle de 1995, il avait fait campagne pour le tandem Balladur-Sarkozy contre Chirac.

Pour justifier sa politique, Israël doit valider un certain nombre de mythes au premier rang desquels on compte l'absence de partenaires avec lesquels signer une paix durable. Pour Schlomo Avineri, dans le *Jerusalem Post*, Israël ne peut pas espérer mieux qu'une « *paix froide* » avec ses voisins. Prenant comme exemple l'Égypte, il affirme que si les relations commerciales et politiques ne se sont pas développées avec ce pays après les accords de Camp David, ce n'est pas parce que Tel-Aviv a poursuivi sa politique coloniale sur les territoires

palestiniens, mais parce que l'Égypte attendait seulement de l'accord la récupération du Sinaï. On ne peut donc pas espérer une paix sincère tant que les mentalités arabes n'auront pas évolué. De son côté, le ministre israélien Natan Sharansky affirme dans l'*International Herald Tribune* qu'il faut, pour espérer la paix, que le monde arabe connaisse une évolution comparable à l'URSS après le sommet d'Helsinki. Peu importe que rien ne permette de comparer un monde arabe divers et désuni au bloc soviétique, cela permet à Israël d'user du vocabulaire de la Guerre froide et de se présenter comme le défenseur du « monde libre ». Ce schéma manichéen où Israël se pose en démocratie prend tout son relief lorsque l'on songe que M. Sharansky votait la semaine dernière, avec la presque unanimité du cabinet Sharon, l'exécution extrajudiciaire d'un opposant palestinien.

Réseau Voltaire

Edward N. Luttwak



Concepteur d'une théorie originale des relations internationales qui affirme la prééminence de la géoéconomie sur la géopolitique, Edward N. Luttwak est membre du National Security Study Group du département de la Défense états-unien. Il est également membre du Center for Strategic and International Studies.

« Les généraux sont effrayés par leur propre force »

Source : Daily Telegraph

Référence : « The generals were scared of their own strength », par Edward N. Luttwak, *Daily Telegraph*, 28 mars 2004

Les responsables politiques et les fonctionnaires de deux administrations font aujourd'hui face à des accusations sur leur incapacité à agir contre le terrorisme avant et après le 11 septembre. Leurs dénégations cachent cependant une faiblesse cruciale dans la préparation de l'armée états-unienne au moment où Al Qaïda était le plus vulnérable.

En 1998, quand Oussama Ben Laden et les camps d'entraînements d'Al Qaïda furent identifiés comme une menace sérieuse, des plans d'attaques furent conçus. Les Forces spéciales états-uniennes comprennent 29 000 hommes et sont des troupes d'élites sans équivalents dans le monde. Toutefois, contrairement aux Forces spéciales d'autres pays, elles sont très peu utilisées. L'état-major renâcle à leur confier des missions et fait annuler la plupart des plans d'action prévoyant leur intervention. Ainsi, en 1996, l'opération Amber Star, visant à arrêter Mladic et Karadzic, fut annulée après deux ans de préparation car l'état-major avait, pour minimiser les pertes, demandé un déploiement de troupes si impressionnant qu'on finit par estimer que cela n'était pas pertinent. Des millions de dollars furent dépensés en préparations vaines et les deux hommes restèrent libres. L'ironie est que, compte tenu de cette approche, les commandos ont peu d'expérience du combat d'où leurs échecs lorsqu'on fait appel à eux, comme on l'a vu à Mogadiscio en 1993. Il faut admettre que l'emploi des Forces spéciales comporte des risques, mais qu'il faut pourtant les utiliser. Je pense que ce n'est pas **George W. Bush** ou **Bill Clinton** qui sont responsables des échecs de la politique états-unienne, mais la

bureaucratie militaire. Pour conclure, il faut noter que la meilleure chance d'arrêter Ben Laden fut en 1999 quand il a rencontré la famille régnante des Émirats arabes unis, sans doute pour recevoir de l'argent. Mais une opération fut annulée car **Richard Clarke**, qui reproche aujourd'hui à l'administration Bush de ne pas avoir assez fait contre le terrorisme avant le 11 septembre, a cru aux promesses de coopération de la famille royale.

Milt Bearden

Milt Bearden est ancien responsable de haut rang à la CIA ayant participé aux opérations de l'agence en Afghanistan et au Soudan. Il a été numéro deux de la division Europe de l'Est/ Union soviétique au siège de Langley dans les années 80. Il est coauteur avec James Risen, journaliste spécialisé sur les questions de renseignement au *New York Times*, de *The Main Enemy : The Inside Story of the CIA's Final Showdown With the KGB*.

« La capture de Ben Laden n'arrêterait pas Al Qaïda »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Bin Laden's capture would not stop Al Qaeda », par Milt Bearden, *International Herald Tribune*, 27 mars 2004.

Quel impact aurait la capture de Ben Laden sur la campagne des États-Unis contre le terrorisme ? Depuis le 11 septembre 2001, la plupart des dirigeants fondateurs de cette organisation ont été capturés ou tués. Les deux principaux dirigeants restants, Ben Laden et al-Zawahiri, le seront tôt ou tard. La fin de ces assassins terroristes sera un symbole. Les Américains ressentiront un soulagement et un sentiment de justice. Cependant, la perte de ces deux dirigeants signifierait peu de choses pour Al Qaïda.

Il ne faut pas imaginer ce groupe comme une structure hiérarchique comparable au Komintern, mais comme un rassemblement de groupes divers, parfois liés directement. Il s'agit plus d'un sentiment d'appartenance au mouvement jihadiste, sans commandement central. La plupart des jihadistes vont vouloir vous faire croire qu'ils ont vaincu l'URSS avec Ben Laden en Afghanistan, mais la plupart des pirates de l'air du 11 septembre n'avaient pas 15 ans quand l'occupation soviétique a pris fin.

A l'origine, Al Qaïda n'était qu'un regroupement de 300 extrémistes islamiques autour de Ben Laden. Si certains sont restés avec lui, beaucoup sont partis en emportant son message. C'est pourquoi même si Ben Laden et Zawahiri sont arrêtés ou tués, la guerre au terrorisme ne prendra pas fin. C'est un mouvement idéologique qu'il faut vaincre et Ben Laden est son Che Guevara. Comme pour le communiste latino-américain, sa mort ne mettra pas fin à l'islamisme. Raison de plus pour éviter d'en faire un martyr et essayer de le capturer vivant.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« La menace que nous ignorons aujourd'hui »

Source : Washington Times

Référence : « The threat we're ignoring now », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 30 mars 2004.

La retransmission télévisée des auditions de la Commission d'enquête sur le 11 septembre sont parmi les plus instructives leçons civiques qui soient. Elles rappellent quelque chose que les Américains n'entendent jamais trop souvent : le monde est un endroit dangereux pour les États-Unis, sa population et ses intérêts.

Les auditions démontrent que la situation internationale laissée par **Bill Clinton** à **George W. Bush** était considérablement plus menaçante que nous ne l'avions perçue. La Commission, vu son mandat, se focalise sur l'action contre Al Qaïda, mais ce n'est pas le seul danger à s'être développé avant le 11 septembre. Si, comme **Richard Clarke** le prétend, l'administration Bush n'a pas été assez concentrée sur Al Qaïda, cela peut en partie s'expliquer par son attention sur les activités de la Chine communiste. On ne peut pas vraiment leur donner tort. En effet, la Chine s'attaque activement aux libertés à Hong Kong et menace Taiwan. La Chine est en train de s'équiper militairement et développe de nouveaux sous-marins nucléaires, ce qui représente un défi pour la capacité de l'armée états-unienne à défendre Taiwan. La Chine utilise le controversé traité sur la loi de la mer pour installer des bastions dans les récifs ou pour saper les efforts de la nouvelle initiative de lutte contre la prolifération. En outre, la elle veut obtenir un avantage militaire dans l'espace.

La Chine est heureusement surveillée par une autre commission, dont les travaux auront sans doute plus d'intérêt que celle sur le 11 septembre.

George P. Shultz



[George P. Shultz] était Secrétaire d'État sous Reagan. Il est membre de la Hoover Institution et membre du conseil

« Une guerre essentielle »

Source : Wall Street Journal

Référence : « An Essential War », par George P. Shultz, *Wall Street Journal*, 29 mars 2004. Ce texte est adapté d'un discours délivré à la librairie du Congrès.

Dès l'époque de Ronald Reagan, j'ai milité pour une lutte active contre le terrorisme. Le président était d'accord avec moi, mais la plupart de ses collaborateurs, à l'exception de **Donald Rumsfeld**, s'y opposaient. À l'époque, nous nous sommes concentrés sur la défense contre le terrorisme et nous avons ainsi déjoué de nombreux attentats, mais nous n'avons pas compris la nature de

d'administration du Washington Institute for Near East Policy. Il a présidé le Comité pour la libération de l'Irak, une organisation créée par Lockheed Martin, et administrateur de Bechtel, première compagnie de BTP des États-Unis, qui a signé des contrats de reconstruction d'infrastructures (ports, aéroports, routes, hôpitaux, écoles, etc.) en Irak pour 1 milliard de dollars

ce à quoi nous faisons face. Trop longtemps nous avons cru que la lutte contre le terrorisme n'était qu'une opération de maintien de l'ordre.

Ce n'était pas suffisant et nous pouvons voir avec le recul que nous avons affaire à un mouvement idéologiques aux ramifications mondiales dédié à la destruction de notre système international de coopération et de progrès en profitant de l'érosion des États et en sapant leur activité. Tous les États établis doivent donc prendre leur responsabilité dans la lutte contre nos ennemis communs et s'engager dans la guerre au terrorisme. Cela induit l'emploi de tous les moyens possibles pour vaincre le terrorisme en le frappant préventivement, si besoin et si possible.

Les États en déliquescence comme la Somalie et l'Afghanistan sont des lieux où l'extrémisme islamiste prospère. Il juge que le concept même d'État est non-islamique et, quand il prend le pouvoir, il s'efforce de le détruire pour le remplacer par les règles traditionnelles panislamiques. Ce système ne laisse pas la place à la constitution d'un État et au respect des règles internationales. Un autre type de danger est incarné par la prise de contrôle des États par des criminels qui vont utiliser leurs ressources pour développer leur pouvoir et leur armement. C'est le cas de Saddam Hussein en Irak et de Kim Jong Il en Corée du Nord. Ces dirigeants, tout en violant les règles internationales, s'appuient sur le droit pour exiger qu'on ne se mêle pas de leurs affaires internes et de leur souveraineté.

Saddam Hussein a provoqué une réaction de l'ONU en annexant le Koweït. Pour l'empêcher de recommencer, l'ONU a décidé après la Guerre du Golfe de voter une résolution l'empêchant de se réarmer. Toutefois, l'Irak tricha avec ces règles et, en 1998, le Congrès autorisa une attaque de l'Irak. Les États-Unis commencèrent les frappes contre l'Irak, mais elles s'arrêtèrent au bout de quatre jours car **Bill Clinton** n'estimait pas être en mesure de diriger le pays dans une guerre alors qu'il faisait l'objet d'une procédure d'*impeachment*. Suite à cette attaque, les inspections n'ont pas repris alors que les inspecteurs affirmaient qu'il restait des armes de destruction massive en Irak à leur départ. En 2002, **George W. Bush** estima que la situation ne pouvait pas continuer ainsi et il obtint du Conseil de sécurité une nouvelle résolution qui donnait à Saddam Hussein une dernière chance. L'Irak tricha encore, mais, malheureusement, par soucis de développer son influence et d'endiguer celle des États-Unis, la France fit tout pour qu'on en reste à une tactique d'endiguement de l'Irak, ce qui était impossible. Nous avons donc dû intervenir sans l'ONU après avoir tout fait pour rester dans son cadre.

La question des armes de destruction massive reste un mystère non-éclairci, mais la guerre était justifiée car l'Irak aurait pu produire des armes et les donner à des terroristes. Le 11 septembre nous a appris que nous devons agir avant les terroristes et que l'apaisement ne fonctionne pas.

Ann Clwyd



Ann Clwyd est députée travailliste britannique. Elle a été nommée envoyée spéciale de Tony Blair pour les Droits de l'homme en Irak. Elle est présidente de l'association Indict, une association créée en 1996 pour demander le jugement des dirigeants irakiens par un tribunal *ad hoc* et financée par les États-Unis depuis 1998 et le vote de l'*Iraq Liberation Act*.

« L'Irak est enfin libre »

Source : The Guardian

Référence : « Iraq is free at last », par Ann Clwyd, *The Guardian*, 30 mars 2004.

Déjà en 1979, le comité contre la répression et pour les Droits de l'homme en Irak, que j'ai présidé plus tard, publiait des témoignages de tortures. Elles ont été la marque du régime de Saddam Hussein pendant 20 ans et elles ne se sont pas arrêtés après la Guerre du Golfe de 1991.

En Irak, j'ai vu les preuves des atrocités commises. Certains affirment que la répression interne n'est pas une question qui doit être traitée par les autres pays. Je ne suis pas d'accord et je pense, au contraire, que les Droits de l'homme essentiels doivent être défendus. Qui aujourd'hui dirait qu'il était normal qu'on n'intervienne pas au Rwanda ?

L'association **Indict**, que je préside, a essayé, avec toutes les preuves nécessaires, de faire inculper les dirigeants irakiens devant les cours européennes. Milosevic fut inculpé de crimes par l'ONU, mais cette organisation a toujours refusé de faire de même avec Saddam Hussein car les États-Unis et le Royaume-Uni étaient bloqués par la Chine, la Russie et la France. Aujourd'hui, le régime de Saddam Hussein va pouvoir être jugé. Beaucoup d'Irakiens comprennent l'impératif politique et moral qui a conduit à la guerre. Comme les Kurdes le savent, les armes de destruction massive ont souvent servi à la répression.

Les échecs de l'ONU à empêcher les génocides en Irak, au Cambodge, au Rwanda et en Bosnie sont choquants. Le Conseil de sécurité doit être réformé pour pouvoir agir dans de telles situations.

Jean-Marie Colombani



Jean-Marie Colombani est président du directoire et directeur de la publication du quotidien français *Le Monde*. Il a été l'un des grands artisans de la

« Le désaveu »

Source : Le Monde

Référence : « Le désaveu », par Jean-Marie Colombani, *Le Monde*, 30 mars 2004.

Les Français ont infligé à Jacques Chirac, plébiscité il y a deux ans, un désaveu franc et massif dès qu'ils en ont eu l'occasion et sachant qu'ils ne seront plus consultés avant le terme de son mandat présidentiel. La gauche est aujourd'hui majoritaire et le chef de l'État est le premier responsable de la faillite de son camp. Il est revenu à son rythme de croisière, celui qui voit Jacques Chirac s'autodétruire tous les deux ans, comme en 1976, 1988 et 1997. Les Français le savent, mais se contentent d'un homme qui est plus remarquable par ses

recapitalisation de ce quotidien qui a conduit à sa prise de contrôle par les principaux groupes économiques français.

capacités de réactions que d'actions et qui n'a jamais eu de grandes visions pour orienter sa politique.

Sur le fond, le chef de l'État ne sait pas à quel modèle se référer : il semble définir sa politique étrangère toute entière dans la distanciation avec les États-Unis, qui devrait donc par conséquent servir de contre modèle, mais il ne pense qu'à adapter la France à la " société de marché ". Il commet par ailleurs l'erreur de négliger la construction européenne pour privilégier son duel franco-mondial avec les États-Unis. De son côté, l'action gouvernementale n'a pas aidé à y voir clair. Le gouvernement se prévalait de la réforme et **Jean-Pierre Raffarin** a rempli son contrat en réformant le système des retraites, mais les Français ont bien davantage été témoins d'une gestion clientéliste vis-à-vis des groupes sociaux considérés comme plus à droite et l'ont sanctionné. Ce gouvernement a flirté avec le populisme en y ajoutant une touche de médiocrité dans une période économique molle.

Jacques Chirac doit accepter le résultat du suffrage universel et accepter une nouvelle cohabitation, cette fois-ci à droite. Il doit nommer **Nicolas Sarkozy** Premier ministre car, plus que la lutte contre l'insécurité, il incarne la lutte contre l'impuissance politique. C'est le seul moyen pour la droite laminée de traiter de son propre modèle. Elle devra redonner au pays une priorité, l'emploi, et une obligation, l'intégration.

Victorieux en 2002 grâce à une exploitation démagogique de l'insécurité, Jacques Chirac, comme le gouvernement, a été rattrapé par les questions économiques et l'intégration. Jacques Chirac a recréé les conditions d'une crise politique et il faut désormais trouver les moyens et les hommes pour la résoudre.

Shlomo Avineri



Shlomo Avineri est professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem. Il est ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien. Membre d'un institut satellite de la CIA chargé de l'assistance aux partis de gauche, il a été impliqué dans les processus de démocratisation de nombreux pays de l'Est européen.

« Israël-Égypte, juste une absence de guerre »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Israel-Egypt : Just an absence of war », par Shlomo Avineri, *Jerusalem Post*, 30 mars 2004.

L'accord de Camp David de 1979 a été un nouvel espoir pour le Proche-Orient, mais il ne s'est pas concrétisé. La Syrie et Israël ont échoué à conclure un accord équivalent et celui de Camp David de 2000 entre **Ehud Barak** et **Yasser Arafat** n'a conduit qu'à plus de violence. Même la promesse de meilleures relations avec l'Égypte s'est avérée être une chimère. Aujourd'hui encore, le commerce entre les deux pays est minimal, **Hosni Moubarak** refuse de se rendre en Israël et la presse écrite et audiovisuelle, largement contrôlée par le gouvernement, continue à lancer des attaques antisémites. Les Égyptiens affirment qu'il n'y aura pas de normalisation tant que l'occupation des territoires se poursuivra. C'est faux. En réalité, les Égyptiens voulaient récupérer le Sinaï grâce à un accord, mais ils ne voulaient pas la paix et aujourd'hui, l'Intifada leur sert de prétexte. La paix exige des qualités morales et éthiques qui font défaut aux Égyptiens. Cette paix froide est tout ce que nous pouvons espérer, tout comme c'est ce que nous pouvons espérer des Palestiniens.

Natan Sharansky



Ancien dissident soviétique, Natan Sharansky est président et fondateur du parti Yisrael B'Alyia Anglos, membre de la coalition au pouvoir en Israël. Il est ministre sans portefeuille du gouvernement d'Ariel Sharon.

« Le Proche-Orient a besoin de son Helsinki »

Source : International Herald Tribune

Référence : « The Middle East needs its Helsinki », par Natan Sharansky, *International Herald Tribune*, 30 mars 2004.

L'annulation du sommet arabe est regrettable car on aurait dû y discuter du document d'Alexandrie réclamant une réforme urgente du monde arabe dans les domaines politique, économique et social. Les États arabes non-démocratiques ont préféré annuler le sommet plutôt que de traiter du manque de liberté dans leur pays.

Pour ceux qui veulent construire la démocratie dans la région, le document d'Alexandrie offre la possibilité d'élaborer une stratégie « à la Helsinki » dans la région. Le sommet d'Helsinki en 1975 lia la place de l'URSS dans le monde au traitement des citoyens soviétiques. C'est après ce sommet que fut formé le « groupe d'Helsinki », auquel j'ai participé. Il avait pour objectif de devenir un groupe de défense des droits de l'homme veillant à faire respecter par l'URSS ses engagements. Tous les membres de ce groupe furent exilés ou emprisonnés, mais notre stratégie fonctionna car les Soviétiques ne purent plus rien faire au niveau international sans que la question des Droits de l'homme ne soit abordée. Quinze ans après ce sommet, le mur de Berlin tombait et si de nombreux facteurs différents l'expliquent, la question des Droits de l'homme soulevée à Helsinki a amorcé le mouvement.

Il faut qu'un mouvement analogue s'amorce au Proche-Orient et pour cela, l'appel à la réforme ne doit plus rester une simple formule incantatoire. Le monde libre doit lier ses politiques internationales à la façon dont les régimes arabes traitent leur population. Cela devrait entraîner rapidement des effets car les pays du Proche-Orient sont encore plus dépendants de l'Occident que ne l'était l'URSS en 1975.